

Elsa Bembaron

Les deux gestionnaires d'infrastructures font de la transition énergétique un vecteur de croissance pour l'industrie française.

Peut-on concilier la transition énergétique et la croissance économique ? Réconcilier la fin du monde et la fin du mois ? Les deux gestionnaires français du réseau d'électricité, RTE pour la partie transport (les lignes haute et moyenne tension) et Enedis pour la distribution (basse tension) en sont convaincus. Ils ont prévu de réaliser respectivement 100 et 96 milliards d'euros d'investissements entre 2022 et 2040 pour moderniser et adapter leurs infrastructures à la nouvelle donne énergétique et climatique. Des montants colossaux qu'ils comptent bien flécher autant que faire se peut vers des entreprises européennes et plus particulièrement françaises.

Les investissements sont rendus nécessaires par le développement des énergies renouvelables, qui se traduit par une augmentation du nombre de sites de production à connecter et par l'électrification des usages, pierre angulaire de la décarbonation de notre économie. « *C'est aussi une question de souveraineté. La crise énergétique a mis en lumière l'importance de disposer de nos propres moyens de production sur notre sol, de ne pas dépendre de pays tiers avec l'importation de pétrole et de gaz* », explique Xavier Piechaczyk, président du directoire de RTE, bien décidé à faire de l'électrification un outil au service de la réindustrialisation « *pour que les investissements viennent renforcer la base industrielle européenne et française* ». Les engagements d'Enedis et de RTE sont très concrets, accentués par la très nette accélération de leur rythme d'investissement.

Cette année, Enedis devrait battre un record d'investissement avec 3,6 milliards d'euros engagés pour l'achat de matériels électriques, les deux tiers étant fabriqués en France. Jusqu'en 2020, le distributeur d'électricité y consacrait en moyenne 850 millions



Des techniciens de RTE réalisent des travaux sur des lignes à haute tension.

TIM DOUET / RTE

RTE et Enedis veulent des réseaux électriques « made in France »

d'euros. Même son de cloche chez RTE qui s'attend à voir ses investissements monter progressivement en puissance pour passer de 2,5 milliards d'euros en 2024 à plus de 6 milliards par an à partir de 2030. L'objectif avoué de ces annonces est de « *donner de la visibilité à nos partenaires industriels* », souligne Marianne Laigneau, la présidente du directoire d'Enedis, filiale d'EDF. *Nous contribuons à la réindustrialisation de la France tout en nous dotant de moyens opérationnels pour être au rendez-vous d'une transition écologique responsable, durable et solidaire.* »

La démonstration en est d'ailleurs déjà apportée à Saint-Nazaire. Les Chantiers de l'Atlantique vont doubler leur capacité de production de plate-formes électriques, en réalisant près de 100 millions d'euros d'investissements industriels dans cette extension après avoir conclu, en mai dernier, dans le cadre d'un consortium avec Hitachi, un contrat de 4,5 milliards avec RTE. Près

de la moitié des retombées économiques sont attendues en France. Le 4 décembre, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité a annoncé un nouveau contrat de 350 millions d'euros, toujours avec les Chantiers de l'Atlantique, pour la construction de la station en mer du parc éolien au large de Dunkerque. Les transformateurs seront produits chez GE Vernova à Aix-les-Bains et les fondations (jackets) à Fos-sur-Mer par Eiffage.

Énormes besoins en recrutement

RTE prévoit de dévoiler son schéma décennal de développement du réseau fin janvier, avec une ventilation plus détaillée par type d'investissements qui seront réalisés, toujours dans l'optique de donner de la visibilité à quinze ans aux industriels. « *Nous voudrions disposer de davantage de fournisseurs sur le sol français, et aussi contribuer à faire grossir la taille de ces sites industriels* »,

ajoute Thomas Veyrenc, directeur général en charge de l'économie, stratégie et finance RTE. Une refonte du code des marchés publics, qui est au programme de la nouvelle Commission européenne, pourrait d'ailleurs permettre aux grands donneurs d'ordres de mieux valoriser les contenus locaux dans les réponses à leurs appels d'offres. Pour Thomas Veyrenc, « *la base industrielle existe, même si elle s'est amenuisée depuis la fin des années 1990. Les compétences, les usines sont là. Ce n'est pas une industrie qui a disparu d'Europe, contrairement à d'autres. L'enjeu, c'est le passage à l'échelle.* » À un bémol près : la France ne produit plus de câbles électriques sous-marins, elle les achète en Italie ou dans les pays nordiques.

Le pendant de ces investissements est les énormes besoins en recrutement de l'ensemble de la filière, de l'ordre de 8000 à 12000 embauches par an, au moins jusqu'en 2030. Avec un autre avantage : l'entretien, la maintenance

et la réparation d'un réseau électrique ne se délocalisent pas. Enedis précise avoir confié près de 2,5 milliards d'euros de travaux de ses prestataires, dont la moitié est de très petites et moyennes entreprises implantées dans les territoires.

Avec ces annonces, RTE et Enedis veulent aussi prendre date dans un environnement européen très concurrentiel. La France n'est pas la seule à s'être lancée dans le développement de ses réseaux électriques. Les Allemands notamment le font, à grand renfort d'appels d'offres géants et de contrats qui se chiffrent en dizaine de milliards d'euros. De quoi remplir les carnets de commandes des grands fournisseurs du secteur pour plusieurs années. Les gestionnaires de réseaux français ont donc tout intérêt à disposer d'une base industrielle nationale forte pour sécuriser leurs approvisionnements et accéder en temps voulu aux matériels dont ils auront besoin. ■